



PRÉFET DE SEINE-ET-MARNE

Direction Régionale et Interdépartementale
de l'Environnement et de l'Energie d'Ile-de-France

Unité Départementale de Seine-et-Marne

**Arrêté préfectoral de mise en demeure n° 2019/DRIEE/UD77/014 du 5 février 2019
à l'encontre de la société SURYS pour son établissement situé Parc d'activités Gustave Eiffel
22 avenue de l'Europe et 5 avenue Gutenberg à BUSSY-SAINT-GEORGES (77600).**

La Préfète de Seine et Marne
Officier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

VU le règlement (CE) n° 1907/2006 du 18 décembre 2006 du Parlement européen et du Conseil concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH) ;

VU le règlement (UE) n° 348/2013 du 17 avril 2013 modifiant l'annexe XIV du règlement (CE) n° 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH) ;

VU le code de l'environnement, en particulier ses articles L.521.17, L.521.18 et L.521.20 ;

VU le décret ministériel du Président de la République en date du 12 juillet 2017 portant nomination de Madame Béatrice ABOLLIVIER, Préfète de Seine-et-Marne (hors classe) ;

VU l'arrêté préfectoral n° 17/PCAD/207 en date du 27 juillet 2017 donnant délégation de signature à Monsieur Jérôme GOELLNER, directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Ile-de-France ;

VU l'arrêté n° 2017-DRIEE-IdF-254 du 29 juillet 2017 portant subdélégation de signature ;

VU l'arrêté préfectoral n° 15/DCSE/IC/019 du 19 mars 2015 autorisant la société HOLOGRAM INDUSTRIES à étendre l'usine existante de fabrication d'hologrammes de sécurité située Parc d'activité Gustave Eiffel, 5 avenue Gutenberg sur la commune de BUSSY-SAINT-GEORGES ;

VU le rapport de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Énergie n° E-1/17-1511 du 5 juillet 2017 établi suite à la visite d'inspection du 31 mai 2017 de l'établissement de la société SURYS situé à l'adresse citée ci-dessus ;

VU le rapport de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Énergie n° E-1/16-1875 du 25 août 2016 établi suite à la visite d'inspection du 5 août 2016 de l'établissement de la société SURYS situé à l'adresse citée ci-dessus ;

VU l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° 2016/DRIEE/UT77/098 du 06 octobre 2016 de respecter l'article 56 §1 du règlement (CE) ;

VU le rapport de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Énergie n° E-1/17-1511 du 5 juillet 2017 établi suite à la visite d'inspection du 31 mai 2017 de l'établissement de la société SURYS situé à l'adresse citée ci-dessus ;

VU le rapport de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Énergie E-1/18- n°2302 du 20 décembre 2018 établi suite à la visite d'inspection du 20 novembre 2018 de l'établissement de la société SURYS situé à l'adresse citée ci-dessus ;

VU l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° 2019/DRIEE/UD77/009 du 1^{er} février 2019 de respecter l'article 56 §1 du règlement (CE);

CONSIDÉRANT le courrier préfectoral du 18 janvier 2016 prenant acte du changement de dénomination sociale de la société HOLOGRAM INDUSTRIES devenue société SURYS ;

CONSIDÉRANT le courrier de l'inspection des installations classées du 25 août 2016 transmettant à la société SURYS copie de son rapport susvisé conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT le courrier préfectoral du 25 août 2016 informant la société SURYS de la mise en demeure susceptible d'être prise à son encontre et de la possibilité de présenter ses observations dans un délai d'un mois ;

CONSIDÉRANT l'absence d'observations de la part de la société SURYS dans les délais impartis ;

CONSIDÉRANT le courrier préfectoral du 05 juillet 2017 informant l'exploitant de la levée de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° 2016/DRIEE/UT77/098 du 06 octobre 2016 et autorisant l'utilisation du dichromate de potassium jusqu'au 21 septembre 2017 ;

CONSIDÉRANT le courrier de l'inspection des installations classées du 20 décembre 2018 transmettant à la société SURYS copie de son rapport susvisé conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement et informant la société SURYS conformément à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement de la mise en demeure susceptible d'être prise à son encontre et de la possibilité de présenter ses observations dans un délai d'un mois ;

CONSIDÉRANT l'absence de réponse de la part de la société SURYS dans les délais impartis ;

CONSIDÉRANT que l'arrêté préfectoral de mise en demeure 2019/DRIEE/UD77/009 présente une erreur matérielle (date du 1^{er} février 2019 manquante),

CONSIDÉRANT la nécessité de prendre un nouvel arrêté préfectoral de mise en demeure (arrêté n° 2019/DRIEE/UD77/014 du 5 février 2019),

CONSIDÉRANT que l'exploitant utilise toujours en petite quantité dans son procédé d'électroformage une solution de dichromate de potassium ($K_2Cr_2O_7$) à hauteur de 10% environ de sa production ;

CONSIDÉRANT le courriel de l'exploitant du 07 décembre 2018 indiquant que la solution de substitution mise en place ne fonctionnait pas pour les 10% restants de la production, que plusieurs pistes avaient été identifiées et testées avec succès à l'échelle du laboratoire et que la phase de validation d'une solution industrielle était prévue pour la mi-2019 ;

CONSIDÉRANT que cette substance répondant aux critères des substances préoccupantes est listée à l'annexe XIV du règlement (CE) n° 1907/2006 du 18 décembre 2006 concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques par le règlement (CE) n° 348/2013 du 17 avril 2013 ;

CONSIDÉRANT que l'usage de la société SURYS de cette substance n'est pas couvert ou ne fait pas l'objet d'une demande d'autorisation auprès de l'Agence européenne des produits chimiques (ECHA) ;

CONSIDÉRANT que la date limite pour l'utilisation d'une telle demande étant échue (21 septembre 2017), cette substance est interdite d'utilisation par le règlement (CE) n° 1907/2006 du 18 décembre 2006 concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques ;

CONSIDÉRANT que ces constats constituent des manquements aux dispositions du règlement (CE) n° 1907/2006 du 18 décembre 2006 concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques ;

CONSIDÉRANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 521-17 du code de l'environnement ;

Sur proposition du Directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Île- de- France,

ARRETE

ARTICLE 1^{ER}

La société SURYS dont le siège social est situé Parc d'activités Gustave Eiffel 22, avenue de l'Europe à BUSSY-SAINT-GEORGES (77600) est mise en demeure pour son établissement situé Parc d'activités Gustave Eiffel 22 avenue de l'Europe et 5 avenue Gutenberg à BUSSY-SAINT-GEORGES (77600) de respecter **dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté** l'article 56 §1 du règlement (CE) n° 1907/2006 concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques :

« Un fabricant, importateur ou utilisateur en aval s'abstient de mettre sur le marché une substance en vue d'une utilisation ou de l'utiliser lui-même si cette substance est incluse à l'annexe XIV, sauf :

a) si l'utilisation ou les utilisations de cette substance, telle quelle ou contenue dans une préparation, ou l'incorporation de la substance dans un article pour laquelle la substance est mise sur le marché ou pour laquelle il utilise la substance lui-même ont été autorisées conformément aux articles 60 à 64 ; ou

b) si l'utilisation ou les utilisations de cette substance, telle quelle ou contenue dans une préparation, ou l'incorporation de la substance dans un article pour laquelle la substance est mise sur le marché ou pour laquelle il utilise la substance lui-même ont été exemptées de l'obligation d'autorisation prévue à L'annexe XIV elle-même, conformément à l'article 58, paragraphe 2 ; ou

c) si la date visée à l'article 58, paragraphe 1, point c), sous i), n'a pas été atteinte ; ou

d) si la date visée à l'article 58, paragraphe 1, point c), sous i), a été atteinte et s'il a fait une demande dix-huit mois avant cette date mais qu'aucune décision concernant la demande d'autorisation n'a encore été prise ; ou

e) dans les cas où la substance est mise sur le marché, si cette utilisation a été autorisée à son utilisateur en aval immédiat. »

ARTICLE 2 – Sanctions

Faute de se conformer au présent arrêté, et indépendamment des poursuites pénales, l'intéressé est passible des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8-II du code de l'environnement.

ARTICLE 3 – Frais

Tous les frais occasionnés par l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de la société SURYS.

ARTICLE 4 – Information des tiers

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de la commune d'implantation du projet et peut y être consultée.

Un extrait de cet arrêté est affiché énumérant notamment les motifs qui fondent la décision ainsi que les principales prescriptions auxquelles cet arrêté à la mairie de la commune d'implantation du projet pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire.

Le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'Etat de Seine-et-Marne pendant une durée minimale d'un mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

ARTICLE 5 – Délai et voies de recours (combinaison des articles L. 514-6 et R. 514-3-1 du code de l'environnement)

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée devant le Tribunal Administratif (Tribunal Administratif de MELUN - 43 rue du Général de Gaulle - 77000 MELUN) dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de la justice administrative.

ARTICLE 6 – Exécution

- Le Secrétaire Général de la Préfecture,
- Le sous-Préfet de TORCY,
- Le Maire de BUSSY-SAINT-GEORGES,
- Le Directeur Régional et Interdépartemental de l'Environnement et de l'Energie d'Ile-de-France à PARIS,
- Le Chef de l'Unité Départementale de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Energie d'Ile-de-France à SAVIGNY-LE-TEMPLE,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté dont une copie sera notifiée à la société SURYS, sous pli recommandé avec avis de réception.

Fait à MELUN le 5 février 2019

La Préfète,
Pour la Préfète et par délégation,
Le Directeur empêché,
Le Chef de l'Unité Départementale de Seine-et-Marne

Signé

Guillaume BAILLY

Pour ampliation
La Préfète,
Pour la Préfète et par délégation,
Le directeur empêché,
Le Chef de l'Unité Départementale de Seine-et-Marne,

Guillaume BAILLY



DESTINATAIRES :

- La société SURYS,
- Le sous-Préfet de TORCY,
- Le Maire de BUSSY-SAINT-GEORGES,
- la Préfète de Seine-et-Marne (SIDPC),
- la Préfète de Seine-et-Marne (DCSE),
- Le Délégué territorial de l'Agence Régionale de Santé (ARS),
- Le Directeur Départemental des Territoires (DDT),
- Le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours (SDIS),
- Le Chef de l'Unité territoriale de Seine-et-Marne de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Energie (DRIEE) d'Ile-de-France,
- Le Directeur Régional et Interdépartemental de l'Environnement et de l'Energie d'Ile-de-France à PARIS.

